



Women in Informal Employment Globalizing and Organizing

La santé en milieu de travail : pourquoi l'administration locale devrait s'en soucier ?

Bords de route, marchés publics, maisons, décharges... Autant de lieux de travail des travailleurs informels, tous des lieux non examinés, mais où se croisent la santé et sécurité urbaine d'une part et, d'autre part, la santé et sécurité au travail (SST). En général, celle-ci constitue un domaine confiné aux institutions nationales du travail tandis que les lieux de travail informel tombent d'ordinaire sous la réglementation municipale souvent insuffisante pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs informels. De plus, alors que les municipalités jouent un rôle capital dans la réglementation de nombreux lieux de travail informel urbains, les règlements visant la santé urbaine, tels qu'ils existent actuellement dans de nombreux pays, ne tiennent pas compte de la nécessité qu'ont les travailleurs de gagner leur vie dans les espaces urbains et finissent souvent par s'y opposer sans répit.

En 2009, Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO) a lancé dans cinq pays et six villes (Lima au Pérou, Salvador au Brésil, Accra au Ghana, Dar es-Salaam en Tanzanie, Ahmedabad et Pune en Inde) un projet SST à l'intention des travailleurs informels. Objectif : réfléchir, de concert avec les organisations de travailleurs informels, aux moyens par lesquels étendre aux travailleurs informels dans les sites réglementés par la municipalité, surtout dans les cas où la réglementation de la santé urbaine agit actuellement contre leurs intérêts



Les règlements visant la santé urbaine, tels qu'ils existent actuellement dans de nombreux pays, ne tiennent pas compte de la nécessité qu'ont les travailleurs de gagner leur vie dans les espaces urbains.

vitaux, ceux de gagner leur vie, les protections de la santé et sécurité au travail. Le projet a permis d'établir que, dans tous les secteurs, devant la nécessité d'améliorer leur revenu, les travailleurs informels les plus pauvres ne peuvent privilégier leur propre santé, encore moins s'investir dans l'amélioration des conditions de travail, dans le souci de la santé et sécurité, ou l'impact de leur travail sur le grand public. Par exemple, les travailleurs externes, couturiers payés à la pièce, ne pourraient pas prendre des pauses régulières. Il en est de même des récupérateurs de matériaux qui se passent volontiers de tout équipement de protection personnelle s'il ralentit leur travail ou encore des fournisseurs de services alimentaires qui se soucieraient peu de la salubrité des lieux ou qui ne seraient nullement motivés à maintenir la propreté.

Tel est le cas, notamment, des exploitants des restaurants de fortune à Accra, dits *chop-bar*, qui vendent des mets traditionnels aux résidents de la ville. Normalement, les institutions conçues à l'origine pour réglementer la santé urbaine, voire protéger la santé « publique », et devant les vendeurs de plats cuisinés, comme les exploitants de *chop-bar*, s'attachent à prendre des règlements visant à protéger le public d'une alimentation peu hygiénique. En d'autres termes, ces règlements punissent les vendeurs qui ne respectent pas les directives prescrites et qui, de ce fait, contribuent à faire imputer aux vendeurs de nourriture la responsabilité des incidences élevées de maladies gastro-intestinales dans le pays, d'autant plus qu'ils se voient souvent infligés une amende par les agents d'hygiène du milieu.

Bien entendu, cela ne veut pas dire que les vendeurs informels de nourriture ne sont pas, en partie, responsables des maladies gastro-intestinales, mais il y a un autre aspect du problème pour autant qu'on veuille l'appréhender du point de vue du travailleur. Les exploitants de *chop-bar*



Devant la nécessité d'améliorer leur revenu, les travailleurs informels les plus pauvres ne peuvent privilégier leur propre santé, encore moins s'investir dans l'amélioration des conditions de travail, dans le souci de la santé et sécurité, ou l'impact de leur travail sur le grand public.



En reformulant la réglementation de la santé urbaine en la rendant plus favorable aux travailleurs informels, les autorités locales peuvent créer un milieu où il est possible de satisfaire aux conditions de santé et de sécurité optimales.

contribuent de manière appréciable à l'économie urbaine en ce sens qu'ils créent des emplois, offrent des plats locaux à des prix abordables, sont aisément accessibles aux clients et s'acquittent de diverses taxes et redevances auprès des administrations nationale et municipale. De plus, selon une enquête menée par WIEGO auprès de 20 exploitants de *chop-bar*, ils doivent engager des coûts importants pour s'assurer de la propreté du milieu immédiat, un objectif particulièrement difficile à atteindre dans le contexte sanitaire à Accra, lorsqu'on sait que la fourniture des services de base y est notoirement médiocre et que la plupart des services sont privatisés. Par ailleurs, les égouts à ciel ouvert traversent la ville et sont souvent obstrués par les déchets; les réseaux d'égouts modernes ne couvrent qu'une petite partie de la ville; les rivières sont polluées par des déchets, sans oublier que les interruptions sont fréquentes, côté alimentation en eau et électricité, ce qui signifie qu'on doit compter sur les vendeurs d'eau privés pour s'approvisionner en eau propre. En somme, même si les propriétaires de *chop-bar* supportent les frais de maintien d'un milieu salubre et s'acquittent aussi des taxes et droits d'usage des services mal assurés, ils peuvent encore se voir infligés une amende pour le non-respect de la réglementation en matière de santé et d'hygiène.

Comme le montre le tableau, les exploitants de *chop-bar* interrogés dépensent en moyenne un peu plus de 1 000 \$ US par an pour assurer la salubrité des locaux, une somme qui, au regard de la taille très modeste des entreprises, représente un coût annuel important. Dans un pays où le revenu moyen dans les zones urbaines est estimé à 1,50 \$ US par jour, il n'est pas surprenant que les vendeurs de nourriture — dont beaucoup sont plus pauvres que les vendeurs mieux établis interrogés pour cette étude — ne puissent pas se permettre de préparer leur nourriture dans le souci des conditions sanitaires.

Coûts annuels du maintien d'un milieu de travail sain et sûr, en moyenne pour tous les groupes à l'étude, à l'endroit des propriétaires de *chop-bar*

Services/équipement	Coût annuel pour les propriétaires d'entreprise, en moyenne pour tous les groupes à l'étude : dollars (\$) US
Eau	286
Évacuation des déchets	198
Toilettes	141
Matériel de nettoyage	277
Test de la santé des employés (assuré par la municipalité au prix de 14 \$ par employé)	107
TOTAL	1009

En reformulant la réglementation de la santé urbaine en la rendant plus favorable aux travailleurs informels, les autorités locales peuvent créer un milieu où il est possible de satisfaire aux conditions de santé et de sécurité optimales. Plutôt que de punir les travailleurs alors que leur milieu de travail est celui où il est difficile de maintenir des normes d'hygiène adéquates, elles pourraient accorder une plus grande attention aux moyens de favoriser la santé et la sécurité. Cela voudrait dire qu'il leur faudra accorder plus d'attention à la fourniture et au contrôle des services de base dans les lieux de travail informels et les environs.

Il y a de bons exemples de ce type de réglementation favorable de la santé urbaine. En 1994, le Service de la santé de la municipalité d'eThekwini, à Durban, en Afrique du Sud, a élaboré à l'intention des vendeurs informels de denrées périssables et non périssables un ensemble de normes sanitaires minimales ainsi qu'un code de bonne pratique commerciale. Puis, les agents d'hygiène du milieu ont animé des séances de formation interactive au cours desquelles les questions de santé personnelle de même que de la salubrité des aliments et du milieu ont été abordées. Le code de bonne pratique commerciale a également été distribué. Une fois que les commerçants ont reçu la formation, les agents d'hygiène du milieu sont venus les voir sur place pour les aider à mettre en pratique les principes appris. Les commerçants respectueux des normes minimales se voyaient appelés à recevoir un certificat signé par l'inspecteur en chef de la santé et remis par le maire lors d'une cérémonie qui avaient lieu tous les quelques mois.

Non seulement ce type de réglementation favorable se traduit une ville mieux gérée, elle donne également de meilleurs résultats en matière de santé publique et de santé des travailleurs. Mieux encore, les autorités locales en sont venues à « voir » les vendeurs informels comme des travailleurs qui contribuent à l'activité économique, plutôt que des nuisances pour la santé publique.

Informations complémentaires :

Website: wiego.org/OHS / **Facebook:** facebook.com/wiegoglobal / **Twitter:** @WIEGOglobal